



Budapestre vonatkozó újságcikkek

Szerző: Chéradame, André
 Cím: La misère est extrême à Budapest

Forrás: Petit Journal

Paris 1914. 1. 4.
 (Hely) (Idő) (Köt. v. füz.) (Oldal)

Osztályozás	
Tárgy	331.61
Hely	
Idő	"1914"
Személy	
Helyszám	

Székesfővárosi háziyomda 1923

La misère est extrême A BUDAPEST

40.000 ouvriers sans travail ; des gens bien mis mendiant un morceau de pain ; des fonctionnaires qu'on ne remplace pas par économie : tel est le résultat de la grande mobilisation de l'an dernier.

Les Etats ont de plus en plus de peine à équilibrer leurs budgets, mais, de toutes les grandes puissances, c'est peut-être l'Autriche-Hongrie qui, au point de vue financier, a à résoudre la tâche la plus compliquée. Les sources de richesse et de travail sont assurément nombreuses dans l'empire de François-Joseph, mais il est cependant indéniable qu'il y existe une crise économique et financière, dont voici les causes principales :

La mobilisation de l'armée austro-hongroise pendant la guerre d'Orient a coûté sans compensation appréciable environ un milliard aux gouvernements de Vienne et de Budapest.

Toute la vie économique du pays a été désorganisée par l'appel en masse des réservistes. Depuis le début des hostilités entre les alliés et les Turcs, les débouchés balkaniques ont été fermés à nombre de produits austro-hongrois. En raison des *moratoriums* décrétés par les Etats en guerre, les créances des sujets de François-Joseph n'ont pu encore être recouvrées. Dans certaines régions de l'empire, comme la Galicie, la crise due à la panique a été exploitée cyniquement par des spéculateurs locaux.

Ils ont acheté à vil prix leurs terres aux cultivateurs. Ceux-ci, affolés par les menaces de guerre, se sont laissé dépouiller. On en a vu certains même consentir à donner

un billet de 10 couronnes contre 3 couronnes seulement en argent.

L'action de ces causes si diverses, se répercutant douloureusement à la fois sur l'Etat et sur les particuliers, a déterminé la crise économique et financière qui dure encore. En Hongrie, elle est peut-être plus grande qu'en Autriche.

Des indices topiques en caractérisent l'extrême importance.

A Budapest, dans des banques de premier ordre, le taux de l'intérêt pour l'argent déposé à vue s'élève jusqu'à 5 %. Le taux officiel de l'escompte varie de 6 à 6 1/2 %. Une première hypothèque sur un immeuble rapporte au moins 10 %. Quant aux secondes hypothèques, d'ailleurs peu nombreuses, elles ont un rendement d'environ 16 %. Le grand nombre des faillites, des magasins et des grands appartements à louer est encore caractéristique. Chacun restreint ses dépenses. A Budapest, les jours précédant Noël, contrairement aux habitudes, les magasins étaient à peu près vides de clients.

Comme on craint encore de nouvelles complications extérieures, chacun conserve jalousement l'or qu'il possède ; il est impossible d'en trouver en circulation.

Les affaires vont si mal qu'il y a, à Budapest, 40.000 ouvriers sans travail.

Deux fois par jour, devant l'œuvre de la Bouchée de Pain, on peut assister au spectacle lamentable de gens relativement bien mis qui viennent chercher le morceau de pain sec qui leur permettra de subsister un jour encore. La misère est si grande que les attaques à main armée dans les faubourgs de la capitale hongroise sont très sensiblement plus nombreuses que jamais.

Le gouvernement a bien essayé de remédier à cette déplorable situation, il a donné 100.000 couronnes pour les sans-travail. La ville de Budapest a ajouté 50.000 couronnes, mais c'est là une goutte d'eau dans la mer.

L'Etat ne peut faire grand'chose, car il est fort gêné lui-même. Il est obligé de payer de gros intérêts pour trouver de l'argent. Il y a peu de semaines, les Bons du Trésor hongrois 4 1/2 % remboursables au pair en 3 ans ont été émis à 95 1/2 %.

On tâche cependant par tous les moyens de restreindre les dépenses civiles. Une récente circulaire confidentielle du ministre des Finances hongrois a recommandé à ses subordonnés de faire des économies à tout prix. C'est afin d'en réaliser qu'on laisse vacants un grand nombre de postes de fonctionnaires et qu'on retarde des avancements cependant légitimes, mais qu'on trouve trop onéreux pour le budget. Depuis un an, les dépenses pour les travaux publics sont arrêtées. L'entretien des chemins de fer, des usines de l'Etat exploitées en régie est réduit au minimum.

La situation générale est si difficile que la mise à exécution de nouvelles lois sur les impôts directs (qui devaient frapper surtout le commerce et l'industrie et dont l'application aurait dû commencer le 1^{er} juin 1913) a été ajournée *sine die*. On estime qu'il faudra attendre encore 3 ou 4 ans avant de pouvoir les mettre en vigueur. Ce seul fait suffit à attester combien la crise actuelle semble devoir avoir des effets prolongés. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les budgets des deux Etats soient en déficit et qu'un recours à l'emprunt s'annonce comme indispensable. La Hongrie a besoin de 500 millions et l'Autriche au moins d'autant. C'est un emprunt d'un milliard qui est en perspective pour la monarchie des Habsbourg.

Ce qui complique encore le problème, c'est qu'une très grande partie de l'argent qu'on voudrait emprunter est destinée aux nouveaux armements dont nous faisons l'exposé ici même récemment. Le gouverne-

ment de Vienne continue à céder au mirage de la politique dite de prestige. Un avenir prochain apprendra si elle est conforme aux véritables intérêts austro-hongrois.

André Chéradame.